



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 96 – 22 DECEMBRE 2017

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**KENYA :**  
**LA FRANCE,**  
**TROISIEME**  
**INVESTISSEUR**  
**ETRANGER**

LA BAFD FINANCE LA  
CONSTRUCTION D'UN  
RESEAU ELECTRIQUE  
ENTRE LE MALI ET LA  
GUINEE

SEYCHELLES :  
APPROBATION PAR LE  
FMI D'UN POLICY  
COORDINATION

CAMEROUN : LA  
FRANCE SIGNE UN  
ACCORD DE PRET POUR  
SOUTENIR LE  
PROGRAMME FMI

COMMISSION  
CEDEAO : LE  
MINISTRE IVOIRIEN JC  
BROU NOUVEAU  
PRESIDENT

COTE D'IVOIRE :  
OUVERTURE DU 3EME  
COMPARTIMENT DEDIE  
AUX PME DE LA  
BRVM

BURKINA FASO :  
UN SECTEUR  
COTONNIER  
FORTEMENT SOUTENU

MADAGASCAR :  
SIGNATURE DE  
L'ACCORD DE  
CONCESSION ET DE  
GESTION DU CABLE  
METISS

TANZANIE :  
TOTAL, NUMERO 1 DES  
DISTRIBUTEURS DE  
PRODUITS PETROLIERS



MINISTÈRE  
DE L'EUROPE ET DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ Commission de la CEDEAO : le ministre ivoirien Jean Claude Brou désigné nouveau président

Jean Claude Brou, ministre ivoirien de l'Industrie et des Mines, a été désigné par les pays membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) nouveau président de la Commission lors de la 52<sup>ème</sup> session ordinaire de la CEDEAO, qui s'est tenue à Abuja (Nigéria) le 16 décembre. Jean Claude Brou remplace à ce poste le Béninois Marcel De Souza, et prendra ses fonctions en mars 2018.

✉ [julie.bompas@dgtresor.gouv.fr](mailto:julie.bompas@dgtresor.gouv.fr)

## CONJONCTURE

---

### ▼ Congo-Brazzaville : avancée des négociations avec le FMI

La mission FMI, venue négocier un programme économique et financier, est repartie le 20 décembre de Brazzaville avec des avancées significatives par rapport à sa dernière visite d'octobre : loi de Finance 2018 quasi finalisée, vision claire de la dette publique et de son niveau de soutenabilité, cadre macroéconomique maîtrisé, étude diagnostic sur la gouvernance en bonne voie. Des interrogations demeurent encore sur certaines conditions structurelles du programme relatives à la restructuration de la dette mais devraient trouver leur réponse d'ici début février 2018, date de la prochaine visite programmée de finalisation du processus.

✉ [Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr](mailto:Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Burundi : adoption par l'Assemblée nationale de la loi de finances 2018

L'Assemblée nationale burundaise a adopté le budget pour 2018, qualifié de « budget d'austérité » par le ministre des Finances. Les dépenses devraient croître de 4,6 %, pour atteindre 1388 Mds FBU (790 M USD, soit 20,7 % du PIB estimé par le FMI en 2018) et les recettes de 6,2 % pour atteindre 1224 Mds FBU (697 M USD soit 18,3 % du PIB), soit un déficit public, attendu à 164 Mds FBU (93,3 M USD, soit 2,4 % du PIB). D'après la Cour des Comptes du Burundi, ce budget présente plusieurs carences dont une mauvaise prévision des dépenses ministérielles, la non-prise en compte par le passé d'un niveau inférieur aux prévisions de collecte fiscale et l'absence des hypothèses macroéconomiques sous-jacentes.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Kenya : la France, troisième investisseur étranger

D'après le *Foreign Investment Survey* établi par le *Kenya National Bureau of Statistics* portant sur l'année 2015, le stock d'IDE au Kenya a atteint 589 Mds KES (5,7 Mds USD) d'investissements étrangers, soit une hausse de 10,1 % par rapport à 2014. Spécifiquement, les flux nets d'IDE français ont atteint 4,5 Mds KES (43,6 M USD) en 2015, conduisant à une hausse du stock de 10,6 %, estimé à 54,3 Mds KES (526,5 M USD, soit 9,2 % du stock total d'IDE étrangers au Kenya). La France gagne ainsi une place dans le classement des investisseurs étrangers au Kenya par rapport au précédent classement portant sur 2013 : elle est troisième, derrière le Royaume-Uni (28,3 % du stock d'IDE) et Maurice (10,6 %) et devant les Emirats Arabes Unis (6,8 %), l'Inde (6,5 %) et les Etats-Unis (6,2 %).

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Kenya : creusement du déficit commercial sur les dix premiers mois de l'année

Le déficit commercial a atteint 946,8 Mds KES (9,2 Mds USD, soit 11,7 % du PIB) entre janvier et octobre 2017 soit une hausse de près de 40 % par rapport à la même période en 2016. Ce creusement est la conséquence d'une forte hausse des importations, +23 % sur un an à 1 450 Mds KES (soit 14,0 Mds USD et 17,9 % du PIB), couplée à des exportations faiblement dynamiques, en hausse de 2,4 % seulement à 498 Mds KES (soit 4,8 Mds USD et 6,1 % du PIB). Alors que le déficit courant pour 2017 était initialement attendu à 5,7 % du PIB, il devrait atteindre 6,2 % d'après le gouverneur de la Banque centrale.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Maurice : adoption de la revue au titre de l'article IV par le FMI

Le CA du FMI a approuvé le 8 décembre la revue d'article IV portant sur Maurice. Il ressort du rapport que la croissance devrait s'établir à 4 % à l'horizon de 2020. Dans le domaine financier, bien que notant les progrès réalisés par les autorités dans la supervision des banques, le FMI souligne que le renforcement de la lutte contre l'optimisation fiscale au niveau multilatéral fait peser un risque contre le secteur *offshore* mauricien et suggère des réformes pour maintenir l'attractivité du pays.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Maurice : augmentation des réserves de change en novembre

D'après le dernier rapport mensuel de la Banque centrale, les réserves de change ont augmenté de 9,6 % en glissement annuel en novembre pour s'établir à 5,7 Mds USD, soit l'équivalent de dix mois d'importation. Depuis le début de l'année, les réserves de change sont sur une dynamique haussière.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Maurice : révision à la hausse des perspectives de croissance de l'économie mauricienne d'après *SBM Holdings*

Selon les analystes de SBM Holdings, deuxième banque du pays, le taux de croissance de l'économie mauricienne pourrait s'élever à 4,1 % l'an prochain, soit 0,2 point de plus que lors de sa dernière estimation en juillet, alors à 3,9 %. Dans son dernier rapport SBM Insights, la banque justifie cette hausse prévisionnelle du PIB par le dynamisme des secteurs de la construction, de la finance et du tourisme. Le taux de chômage devrait se contracter à 7 %, contre 7,1 % en 2017 et 7,4 % en 2016. En revanche, le déficit de la balance commerciale et du compte courant devrait se creuser, et pourrait respectivement atteindre 20,1 % et 6,3 % du PIB. Grâce à des flux financiers conséquents, la balance des paiements devrait connaître un excédent à 3,4 % du PIB en 2017 et 2018 contre 6,0 % en 2016.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Seychelles : approbation par le FMI d'un *Policy Coordination*

Le CA du FMI a approuvé le 13 décembre la mise en place d'un programme de type *Policy Coordination Instrument*, instrument de soutien à la mise en place de réformes économiques et au renforcement des équilibres macroéconomique non assorti de financements, au bénéfice des Seychelles. Ce programme s'inscrit dans la continuité des trois programmes successifs ayant lié le FMI et les Seychelles entre 2008 et 2017, devrait envoyer un signal positif auprès des investisseurs et permettre à l'archipel de bénéficier rapidement de nouveaux financements en cas de besoin. Le FMI estime notamment que ce programme permettra aux autorités d'accroître la résilience de l'économie seychelloise et de renforcer les bons résultats macroéconomiques atteints depuis 2008.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Soudan : approbation du budget 2018 par le Conseil des ministres

Le budget 2018 prévoit des dépenses de 173 Mds SDG (25,9 Mds USD au taux de change officiel, soit 15,1 % du PIB), des recettes de 145 Mds SDG (21,7 Mds USD soit 12,6 % du PIB) et un déficit de 28 Mds (4,2 Mds USD soit 2,4 % du PIB). Conformément aux recommandations du FMI, plusieurs mécanismes de subventions seront par ailleurs supprimés. Ce budget se base sur une production pétrolière de 102 000 barils par jour – contre 100 000 aujourd'hui – et de 110 tonnes d'or – contre 85 cette année.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Soudan : approbation de la revue au titre de l'Article IV par le FMI

Le CA du FMI a approuvé le 11 décembre la revue au titre de l'article IV pour le Soudan. Constatant que l'économie soudanaise est toujours marquée par les déséquilibres issus de la partition du pays en 2011, les équipes suggèrent la mise en place d'importantes réformes dans les domaines budgétaires et monétaires. La libéralisation du taux de change est à cet égard critique et mettrait fin à d'importantes distorsions qui nuisent aux investissements et aurait un impact positif à moyen terme sur les recettes de l'Etat. Sur le volet budgétaire, les services appellent à une refonte du système de subventions, jugé aujourd'hui coûteux et peu protecteur des populations les plus vulnérables.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Tanzanie : conclusions en demi-teinte d'une mission du FMI

A l'issue de la 7<sup>ème</sup> revue du programme *Support Policy Instrument*, l'équipe du FMI a présenté des conclusions en demi-teinte lors d'une conférence de presse. La croissance tanzanienne est soutenue au 1<sup>er</sup> semestre 2017 à 6,8 %, grâce à une bonne récolte qui, combinée à une politique monétaire prudente, a permis une baisse de l'inflation annuelle à 4,4 %. Cependant, les recettes fiscales sont en-deçà des prévisions de même que le déficit budgétaire, en raison des retards de mise en œuvre des projets de développement. Surtout, le FMI note une accumulation des arriérés, une décélération du crédit à l'économie et un taux de prêts non performants élevé à 12,5 %.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Tanzanie : plus de 2 Mds USD de recettes touristiques en 2016

Selon *L'enquête internationale de sortie des visiteurs 2016* publiée par le Bureau national des statistiques, les recettes du tourisme tanzanien se sont établies à 2,1 Mds USD en 2016, contre 1,9 Md USD en 2015. En 2016, les entrées de touristes étaient en hausse de 12,9 %, avec près de 1,3 M de personnes. Par ailleurs, l'enquête révèle qu'un touriste chinois dépense 541 USD/jour en moyenne, soit environ trois fois le niveau de dépenses moyen des autres touristes (178 USD). Le ministre tanzanien des Ressources Naturelles et du Tourisme finalise la révision du document de politique nationale élaboré en 1999 : le tourisme d'affaires, la valorisation du patrimoine historique et culturel et l'écotourisme figurent parmi les leviers identifiés pour dynamiser le secteur.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ Congo-Brazzaville : le pays en voie d'adhésion au protocole d'amendement à la convention Internationale des régimes douaniers

Le Sénat congolais a voté, le 14 décembre dernier à Brazzaville le projet de loi autorisant la ratification du protocole qui simplifie et harmonise les régimes douaniers et facilite les échanges entre les membres de l'Organisation mondiale des douanes (OMD) sur une base contraignante. Ce protocole doit permettre à la douane congolaise de se doter de procédures efficaces de contrôle et de parvenir à un degré élevé de simplification et d'harmonisation des régimes douaniers et des pratiques douanières. Un comité de gestion a été créé à cet effet pour examiner la mise en application de la présente convention.

✉ Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Gabon : adhésion au processus de Kimberley

Le Gabon a obtenu son adhésion au Processus de Kimberley à Brisbane en Australie, pays hôte de l'événement cette année, concluant ainsi des négociations débutées en 2015. Il en devient le 82<sup>ème</sup> Etat membre. Le processus de Kimberley, entré en vigueur en 2003, est un système de certification internationale chargé d'éliminer du marché les diamants « sales » servant à alimenter les guerres et rébellions. Considéré comme clé de la relance de l'économie, le gouvernement souhaite développer et encadrer le secteur minier. Le Gabon a par ailleurs présenté son plan de réintégration au sein de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), dont il était suspendu depuis 2013 pour ne pas avoir respecté le rythme de publication des rapports.

✉ charles.grison@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Mauritanie : signature d'un accord d'association avec la CEDEAO

La Mauritanie et CEDEAO sont désormais liés par un accord d'association. Ce dernier a été entériné au cours de la 52<sup>ème</sup> session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement qui s'est tenue le 16 décembre 2017 à Abuja. Pour mémoire, le pays avait quitté la CEDEAO en 2000.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Comores : la SCA2D révisée par le gouvernement comorien

Le 14 décembre 2017, le commissaire général au Plan de l'Union des Comores a présenté une version révisée de la Stratégie de Croissance Accélérée de Développement Durable (SCA2D) de manière à y inclure les recommandations de *L'Agenda 2030 sur le Développement Durable* et à intégrer les priorités du Plan d'Investissement Quinquennal (PIQ) du gouvernement. Le montant des investissements au titre de la SCA2D sont évalués à 368 Mds FC (886 M USD).

✉ erik.noitakis@dgtresor.gouv.fr

## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ▼ La BAfD finance la construction d'un réseau électrique entre le Mali et la Guinée

La Banque africaine de développement finance pour 71 M EUR la construction d'une ligne haute tension de 714 km entre les villes N'Zérékoré (Guinée) et de Sanankoroba (Mali). D'un coût total de près de 358 M EUR, la ligne de transport d'électricité va permettre à 201 villages de Guinée et du Mali d'être connectés au réseau électrique dès 2021. A ce jour, la Guinée et le Mali affichent respectivement un taux d'accès à l'électricité de 18 % et 41 %.

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Cameroun : la France signe un accord de prêt pour soutenir le programme triennal de Facilité élargie de crédit (FEC) avec le FMI

En vue de la mise en œuvre du programme de Facilité élargie de crédit avec le FMI au Cameroun, d'autres partenaires (Banque mondiale, BAfD, Union européenne) dont la France, ont manifesté l'intention de participer à cette action commune de redressement de l'économie camerounaise, à travers des appuis budgétaires. Les décaissements du prêt français se feront sur les 3 années du programme, à un rythme de 100 M EUR par an, soit un prêt d'un montant total de 300 M EUR (197 Mds FCFA). Le premier décaissement interviendra avant le 31 décembre 2017.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Cameroun: signature d'une convention de financement avec la BAfD d'un montant de 180 M EUR (118 Mds FCFA)

L'appui budgétaire de la BAfD servira à la mise en œuvre du Programme d'appui à la compétitivité et la croissance économique (Pacce) sur la période 2018-2020. Ce programme se décline en 2 grandes composantes : la rationalisation du cadre de gestion des finances publiques et le renforcement de la gouvernance et la compétitivité des secteurs productifs (agropastoral, énergie, transport).

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Sao Tome et Principe : le Japon accorde deux dons pour développer le secteur médical et halieutique

L'ambassadeur du Japon à Sao Tomé et Principe, Masaaki Sato, a procédé à la cérémonie de signature de deux conventions de dons concédés par le Japon à Sao Tomé et Principe. La première aide financière, d'une valeur de 71 700 EUR, servira à poursuivre le projet d'extension du centre de santé de l'eau Izé afin d'y améliorer les conditions d'accueil. Le deuxième don, d'un montant de 75 000 EUR, a pour objet de financer la construction d'un centre de conservation et de traitement du poisson. Le Japon fournit régulièrement de l'aide à Sao Tomé et Principe, un don de riz est notamment accordé chaque année depuis 1999.

✉ [charles.grison@dgtresor.gouv.fr](mailto:charles.grison@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Burkina Faso : émission d'obligations sur le marché de l'UEMOA

Le Burkina Faso a lancé le 13 décembre dernier une émission d'obligations assimilables du Trésor (OAT) par adjudication portant sur 35 Mds FCFA (53,4 M EUR) sur le marché régional (UEMOA). La maturité de cette émission est de trois ans et la rémunération de 6 %.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Burkina Faso : nouvelle stratégie de coopération suédoise (2018-2022)

Le gouvernement suédois a adopté une nouvelle stratégie de coopération au développement avec le Burkina Faso pour un montant de 102 Mds FCFA (155 M EUR) sur la période 2018-2022. Ces fonds, sous forme de don, seront utilisés à travers deux axes d'intervention : la gouvernance (droits de l'homme, démocratie, État de droit et égalité des sexes) et le changement climatique (environnement, climat et énergie). Depuis 2000, la Suède a triplé son engagement financier vis-à-vis du Burkina Faso.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : la Banque mondiale octroie 1 M EUR pour l'insertion des jeunes et des femmes

La Banque mondiale a octroyé 1 M EUR (662 M FCFA) au Conseil régional de l'Agneby-Tiassa (au Sud du pays) pour l'insertion des jeunes et des femmes et leur autonomisation. Ce financement devrait permettre de soutenir la région dans l'accompagnement de projets professionnels montés par cette partie vulnérable de la population.

✉ [julie.bompas@dgtresor.gouv.fr](mailto:julie.bompas@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mauritanie : prorogation de l'accord de coopération entre l'ARMP et Expertise France

Le Conseil de régulation de l'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP) a décidé de la prorogation pour un an de l'accord de coopération avec Expertise France. Cette convention signée en 2014 portait notamment sur l'assistance technique et le renforcement des capacités de l'ARMP.

✉ [mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr](mailto:mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Niger : 23 Mds USD d'intentions de financement pour le PDES 2017-2021

Lors de la Conférence de la Renaissance tenue les 13 et 14 décembre 2017 à Paris, le Niger a enregistré 23 Mds USD d'intentions de financement pour son Plan de développement économique et social (PDES 2017-2021). Les PTF devraient contribuer à hauteur de 12,7 Mds USD et les investisseurs privés pour 10,3 Mds USD. Les principaux PTF sont la Banque mondiale (2,3 Mds USD), la BAFD (1,2 Md USD), l'UE (1 Mds USD) et la France (400 M USD). Le gouvernement nigérien s'est engagé, quant à lui, à apporter 10 Mds USD.

✉ [karim.ibrahim@dgtresor.gouv.fr](mailto:karim.ibrahim@dgtresor.gouv.fr)



## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Burkina Faso : un secteur cotonnier fortement soutenu

La Société burkinabè des fibres textiles (SOFITEX) a signé, le 8 décembre, une convention de financement avec un pool de 12 banques d'une valeur de 70 Mds FCFA (107 M EUR) au profit de la campagne cotonnière 2017/2018. La BOAD soutiendra également le secteur cotonnier avec une ligne de financement à court terme de 10 Mds FCFA (15,2 M EUR) en faveur de *Coris bank* qui pourra soutenir les besoins de trésorerie des sociétés ciblées (notamment la SOFITEX, la SOCOMA et SN-CITEC). La Société internationale islamique de financement du commerce a également signé un accord de financement de 70 Mds FCFA (107 M EUR) avec l'État burkinabè pour financer la saison cotonnière en tant qu'agence d'exécution.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Tanzanie : exportation de la moitié de la production de manioc tanzanien vers la Chine

La *Tanzania Agricultural Export Processing Zone Limited* (TAEPZ) a signé un accord de partenariat avec l'entreprise chinoise *SinoLight Corporation* pour l'exportation de 2,5 millions de tonnes de manioc chaque année. La Tanzanie produit actuellement 5,5 millions de tonnes de manioc par an et avec cet accord, près de la moitié sera destinée à la TAEPZ à des fins d'exportation vers la Chine par *SinoLight Corporation*.

✉ [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Energie et matières premières

#### ▼ Bénin : la Société béninoise d'énergie électrique (SBEE) met en œuvre trois projets du programme *Compact du Millenium Challenge Account*

Il s'agit des projets suivants : (i) réformes des politiques et renforcement institutionnel, (ii) production d'électricité et (iii) distribution d'électricité. Ces projets aboutiront à augmenter de 46 Mw la capacité de production d'électricité du Bénin, avec 4 centrales photovoltaïques d'une capacité de 5 à 15 Mw (Natitingou, Djougou, Bohicon et Parakou) et une centrale hydroélectrique de 1 Mw à Yéripao. Par ailleurs, 40 nouvelles localités seront raccordées au réseau de distribution, 25 000 nouvelles connexions subventionnées seront installées et 500 km de lignes MT/MT construites ou réhabilitées.

✉ [pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr)

## Services

### ▼ Burkina Faso : inauguration d'une station satellitaire et de base WiMax

Le Burkina Faso a inauguré le 11 décembre 2017, les stations satellitaires et de base WiMax à Gaoua, dans le Sud-ouest du pays. Il s'agit de contribuer au désenclavement numérique dans le cadre du projet d'appui au développement des TIC. La station de base WiMax assure la communication entre la station principale à Ouagadougou et celle de Gaoua. Cette liaison permet à la région d'avoir accès aux ressources numériques du réseau informatique national de l'administration.

✉ karim.ibrahim@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Mali : l'Etat veut céder 19 % du capital de la SOTELMA via la bourse régionale (BRVM)

L'Etat malien souhaite céder 19 % du capital de la société de télécommunication SOTELMA, sur un total de 39 % qu'il détient, avant avril 2018. Pour mémoire, la SOTELMA opère à la fois dans la téléphonie fixe et mobile. Elle a enregistré respectivement 6 898 000 abonnés pour la téléphonie mobile et 142 000 pour la téléphonie fixe au premier semestre 2017.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Madagascar : signature de l'accord de concession et de gestion du câble METISS

Le câble sous-marin à très haut débit METISS (*Melting poT Indianoceanic Submarine System*) porté par 6 opérateurs régionaux (*Emtel* et *Central Electricity Board* Fibernet de Maurice, Zeop, Canal + et SFR de France, et Telma de Madagascar) devrait être opérationnel fin 2018 suite à la signature de l'accord portant sur sa construction et son exploitation. Initié par la Commission de l'océan Indien, le câble METISS, d'une longueur de 3500 km, d'une capacité de 24 000 Gbit/s et d'un coût de 40 MUSD, permettra de relier l'Afrique du Sud à Madagascar, Maurice et La Réunion. METISS viendra renforcer les liaisons internationales de Madagascar actuellement alimenté par les câbles EASSY et LION.

✉ erik.noitakis@dgtresor.gouv.fr

## ENTREPRISES

---

### ▼ Burkina Faso : l'avionneur ATR se positionne

Après Bamako et Accra, le constructeur franco-italien ATR a organisé le 13 décembre à Ouagadougou, un vol de démonstration pour promouvoir son nouvel avion ATR-72 600 auprès des autorités burkinabè. Ce vol d'environ une heure au-dessus d'Ouahigouya accueillait à son bord le ministre burkinabè des Transports et une trentaine de passagers. Face à une concurrence très présente (Boeing, Embraer), ATR a déjà séduit Air Sénégal qui se prépare à débloquer 60 M USD pour acquérir deux appareils.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : ouverture du troisième compartiment dédié aux PME à la BRVM

La Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) a procédé, le 19 décembre au lancement de son troisième compartiment dédié aux PME et aux entreprises à fort potentiel de croissance. 12 PME sont aujourd'hui pressenties pour intégrer ce compartiment. Pour mémoire, la BRVM a terminé l'année 2016 avec une capitalisation boursière de 11,7 Mds EUR (+2,75 % par rapport à 2015) pour le marché des actions et de 3,8 Mds EUR pour le marché obligataire (+59 %).

✉ [julie.bompas@dgtresor.gouv.fr](mailto:julie.bompas@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Kenya : implantation de Decathlon à Nairobi

Decathlon a annoncé s'implanter au Kenya dans ce qui sera la troisième implantation du groupe en Afrique subsaharienne après l'Afrique du Sud et le Ghana. Installé au sein du centre commercial *The Hub* dans le quartier de Karen, le groupe spécialisé dans le sport et les loisirs devrait disposer d'un espace de vente de 1500 m<sup>2</sup>.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Tanzanie : Total, numéro 1 des distributeurs de produits pétroliers

La première station Gapco passée aux couleurs de Total a été inaugurée à Dar es Salaam par Momar Nguer, directeur général de la branche Marketing & Services, qui a été reçu par le Président J. Magufuli. Leader de la distribution de produits pétroliers en Afrique avec 4 300 stations-service, Total a renforcé sa présence sur le continent avec l'acquisition des actifs de *Gulf Africa Petroleum Corporation* (GAPCO) en mars 2017, comprenant un réseau d'une centaine de stations-service et deux installations logistiques au Kenya et en Tanzanie. Le groupe est ainsi devenu le leader de la distribution pétrolière en Tanzanie avec une part de marché de 15 % et a renforcé ses positions en Ouganda et au Kenya.

✉ [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

## CARNET ET AGENDA

---

### ▼ **Djibouti : petit-déjeuner d'information autour de l'Ambassadeur de France à Djibouti le 23 janvier 2018**

Venez rencontrer à l'occasion d'un petit-déjeuner chez Business France, l'Ambassadeur de France à Djibouti, le service économique et le service régional Afrique orientale de l'AFD et bénéficiez de témoignages d'entreprises actives localement. Djibouti bénéficie de l'engagement de nombreux bailleurs de fonds internationaux pour mener des projets de développement dans le domaine de l'eau, l'assainissement urbain, l'énergie, la santé, les infrastructures et la sécurité alimentaire. Au programme : Cadrage sur le climat des affaires à Djibouti, présentation des portefeuilles de projets des IFIs sur Djibouti, échanges sur les savoir-faire et proposition de RDV BtoB.

✉ [heloise.lemaire@businessfrance.fr](mailto:heloise.lemaire@businessfrance.fr)

### ▼ **Gabon : mission multisectorielle « Investir au Gabon » organisée par l'Africa Development Club**

L'*Africa Development Club*, association fondée par le groupe marocain Attijariwafa Bank (dont la filiale gabonaise est UGB Gabon), a organisé à Libreville le 14 décembre dernier son traditionnel Forum d'investisseurs. Le ministre de la Promotion des investissements privés, du Commerce et de l'Industrie, ainsi que le directeur général de l'UGB et la directrice de l'*Africa Development Club* ont inauguré la séance d'ouverture de cette conférence qui s'est déroulée autour de 3 panels : le cadre d'investissement au Gabon, l'accompagnement des entreprises et une présentation de 34 projets d'investissements publics-privés proposés par l'agence gabonaise de promotion de l'investissement (ANPI) aux entrepreneurs.

✉ [charles.grison@dgtresor.gouv.fr](mailto:charles.grison@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Bénin : inauguration du complexe culturel Canal Olympia**

L'espace culturel Canal Olympia Wologuèdè vient d'être inauguré à Cotonou, en présence de Vincent Bolloré, président du conseil de surveillance de Vivendi, et du ministre du Tourisme, de la Culture et des Sports, Oswald Homéky. Canal Olympia se compose d'une salle de spectacle à ciel ouvert et d'une salle de cinéma d'une capacité de 300 places, érigée sur un espace de 1,5 ha. Réalisé par le groupe Vivendi, l'investissement a représenté 1,5 Mds FCFA (2,3 M EUR). La structure est totalement autonome en énergie, grâce à l'installation d'un système solaire (400 panneaux photovoltaïques et batteries de stockage).

✉ [pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr)

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

**Contacts**

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : [objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr](mailto:objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr)

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné ([prenom.nom@dgtresor.gouv.fr](mailto:prenom.nom@dgtresor.gouv.fr); liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

